

L'INTEGRATION DES IMMIGRES SUR LE MARCHE DU TRAVAIL : FACTEUR DE COHESION SOCIALE

Magdaléna PRIVAROVA, Andrej PRIVARA⁴⁰

Introduction

L'homme vit dans une société et son intégration y est d'autant plus forte qu'il tisse de nombreux liens avec les divers groupes sociaux (la famille, l'école, l'entreprise) qui la constituent. Dans nos sociétés, s'efforçant de réaliser le développement durable⁴¹, le travail est une activité centrale qui contribue à la constitution du lien social et à la cohésion sociale. Tout d'abord, l'emploi donne à l'individu une certaine utilité sociale. De plus, le travail facilite la socialisation car les salariés de l'entreprise constituent un collectif et tissent des liens.

La question de l'intégration des individus sur le marché du travail est encore plus importante dans le cas des immigrés et cela pour plusieurs raisons. L'emploi constitue la principale source de revenu de la plupart des immigrés. De plus, pour que l'immigration reste une solution qui permette de combler les pénuries de main-d'œuvre – notamment dans le contexte du vieillissement de la population – il importe que les immigrés soient bien intégrés au sein des sociétés des pays de l'UE.

Dans ce contexte on peut considérer l'exclusion totale des immigrés du marché du travail comme obstacle principal à l'intégration. Par contre, il faut envisager la possibilité légale d'accès au marché du travail, sous conditions rationnelles, l'aide à la prévention du travail clandestin et de l'exploitation des immigrés.

Toutefois, intégrer les immigrés sur le marché du travail n'est pas important seulement du point de vue économique. Cela contribue aussi à favoriser leur intégration dans la société dans son ensemble, par exemple en facilitant l'accès au logement, les contacts avec la population autochtone, etc.

Or, dans la plupart des pays de l'UE, les immigrés enregistrent de moins bons résultats sur le plan de l'emploi que les personnes autochtones (voir plus bas). Les immigrés sont aussi plus durement touchés en cas de crise économique. Cela peut entraîner des conséquences négatives à long terme sur leurs perspectives d'intégration, en particulier pour ceux arrivés récemment.

Le taux de chômage – un indicateur des difficultés des immigrés sur le marché du travail

On peut dire que le taux de chômage est un indicateur (acceptable) qui met en évidence les difficultés à intégrer des immigrés sur le marché du travail. Selon les données statistiques, 15.2 millions de ressortissants étrangers travaillaient en 2012 dans l'UE, soit 7% de l'emploi total. Le taux de chômage des ressortissants d'un autre État membre de l'UE (12.5%) était plus élevé que celui des nationaux (9.8%), mais nettement inférieur à celui des ressortissants d'un pays

⁴⁰ Université d'économie de Bratislava, Slovaquie. E-mail : magda.privarova@euba.sk

⁴¹ KITA, J., DAÑO, F., KITOVÁ, D., KITA, P.: La valeur de l'offre pour une meilleure maîtrise de la relation durable client fournisseur sur le marché industriel des entreprises slovaques. In Les défis du développement durable: politiques industrielles et commerciales dans l'Union Européenne. Ekonóm, Bratislava 2009, pp. 312-321. ISBN 978-80-225-2801-6.

situé en dehors de l'UE (31.3%). Ces informations proviennent d'un rapport publié par Eurostat, sur les résultats 2012 de l'Enquête européenne sur les Forces de Travail.⁴² On peut constater que dans tous les pays de l'UE, à l'exception de la République tchèque, que le taux de chômage des immigrés est supérieur à celui des autochtones. En Autriche, en Finlande, au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Suède, le taux de chômage est même plus de deux fois supérieur à celui de la population autochtone.

Quelles sont les causes de cette situation? On peut mentionner notamment un ralentissement de l'économie à cause de la crise mondiale et les caractéristiques sociodémographiques des immigrés, telles que le sexe, le niveau d'instruction et l'âge.

En ce qui concerne un ralentissement de l'économie, il y a plusieurs explications possibles à ce phénomène. Premièrement, il s'agit de types d'emplois occupés par les immigrés: très souvent se sont des emplois moins stables et peu qualifiés, donc, plus sensibles à la situation de l'économie. Deuxièmement, les immigrés travaillent très souvent dans des secteurs qui sont sensibles à la conjoncture, comme par exemple le bâtiment. Enfin, en période de la crise les employeurs ont plus tendance à licencier des immigrés que des autochtones.

Table 1 : Taux de chômage par pays origines des immigrés, 2012

	Taux de chômage (15-64ans)		
	Nationaux	Ressortissants d'un autre État membre de l'UE	Ressortissants d'un pays hors-UE
UE27	9,8	12,5	21,3
Zone euro (ZE17)	10,5	13,9	22,7
Belgique	6,5	11,1	30,7
Bulgarie	12,3	:	:
Rép. Tchèque	7,0	6,4	5,1
Danemark	6,9	12,6	18,7
Allemagne	4,9	7,1	12,9
Estonie	8,6	:	18,4
Irlande	14,2	17,5	17,6
Grèce	23,4	24,2	35,2
Espagne	23,1	30,6	38,6
France	9,3	10,3	24,8
Italie	10,3	13,3	14,5
Chypre	11,4	16,3	8,1
Lettonie	13,6	:	22,5
Lituanie	13,2	:	:
Luxembourg	3,3	6,1	15,1
Hongrie	10,9	:	:
Malte	6,3	:	:
Pays-Bas	5,0	5,5	14,9
Autriche	3,7	6,4	10,7
Pologne	10,1	:	:
Portugal	15,6	16,6	28,9
Roumanie	7,0	:	:
Slovénie	8,7	:	15,7
Slovaquie	14,0	:	:
Finlande	7,5	9,8	21,8
Suède	7,2	9,4	30,5
Royaume-Uni	7,8	7,4	11,2

Source: Eurostat

⁴² Eurostat, Communiqué de presse 88/2013 – 7 juin 2013. Disponible sur <http://ec.europa.eu/eurostat>.

En ce qui concerne les caractéristiques sociodémographiques, on peut constater que, dans la plupart des pays de l'UE, le taux d'emploi des femmes immigrées est inférieur au taux d'emploi des femmes autochtones. Les raisons de cette situation sont nombreuses. Deux d'entre elles semblent particulièrement pertinentes. Premièrement, de nombreuses femmes immigrées étaient motivées à venir à l'étranger pour rejoindre leur mari (donc le motif principal n'était pas le travail). Deuxièmement, dans leurs pays d'origine, le taux d'emploi des femmes est généralement très faible.

Parmi les caractéristiques sociodémographiques, l'âge des immigrés joue un rôle important. Actuellement, le chômage des jeunes (de 15 à 24 ans) constitue un problème particulier dans les pays de l'UE⁴³. Dans cinq pays, le taux de chômage des jeunes immigrés dépasse les 30%. Il s'agit de l'Espagne, de la Suède, de la Belgique, de la France et de la Finlande.

Le niveau d'instruction est une autre caractéristique importante du marché du travail des immigrés. Les immigrés sont en général surreprésentés parmi les personnes dont le niveau d'études est inférieur au deuxième cycle du secondaire (voir le tableau 2). Dans de nombreux pays, une part non négligeable de cette population n'a pas atteint le premier cycle du secondaire, généralement considéré comme le niveau minimum pour être opérationnel sur le marché du travail.

Tableau 2 – Niveau d'éducation des populations nées à l'étranger et nées dans le pays âgées de 15 à 64 ans, 2009-2010

	Population née à l'étranger				Différence (+/-) avec la population née dans le pays			
	Primaire	Secondaire 1er niveau	Secondaire 2e niveau	Tertiaire	Niveau primaire	Secondaire 1er niveau	Secondaire 2e niveau	Tertiaire
Allemagne	14,1	24,2	42,9	18,9	9,5	10,4	-15,6	-4,2
Autriche	4,3	28,8	49,1	17,7	3,7	9,6	-15,2	1,8
Belgique	24,1	18,1	30,0	27,8	13,7	-2,3	-8,7	-2,6
Danemark	6,3	25,3	37,3	31,1	3,7	-2,0	-4,7	3,1
Espagne	23,2	23,2	32,3	21,3	4,9	-7,6	10,4	-7,7
Estonie	0,7	6,8	54,4	38,0	-2,7	-10,3	3,5	9,4
Finlande	..	50,6	28,4	20,9	..	23,0	-15,2	-7,8
France	23,4	22,3	30,1	24,3	15,5	0,0	-13,3	-2,2
Grèce	22,6	26,1	38,5	12,9	1,1	12,3	-4,9	-8,5
Hongrie	1,2	16,5	52,8	29,6	-0,5	-6,6	-5,6	12,8
Irlande	7,7	11,1	38,4	42,8	-5,2	-8,3	0,8	12,7
Italie	11,0	36,1	41,9	11,0	0,6	0,5	1,0	-2,1
Luxembourg	14,3	8,5	37,5	39,7	8,0	-3,4	-21,7	17,1
Pays-Bas	15,5	24,0	34,3	26,2	8,4	0,9	-7,1	-2,2
Pologne	1,1	11,1	57,8	30,0	-1,5	-4,5	-5,0	11,1
Portugal	24,5	26,6	30,2	18,7	-22,1	3,5	12,8	5,7
Rép.slovaque	..	13,4	66,3	20,3	-1,5	-1,5	-3,1	6,1
Rép. tchèque	0,6	18,4	61,3	19,6	-0,4	4,8	-10,2	5,8
Royaume-Uni	..	28,0	24,6	47,3	..	-14,7	-5,1	-19,7
Slovénie	3,5	29,7	55,3	11,5	1,9	11,7	-4,3	-9,3
Suède	11,5	12,8	44,5	31,2	8,1	-3,2	-8,7	3,8

Source: Base de données de l'OCDE sur les migrations internationales (DIOC 2005-06)

Les déterminants principaux de l'intégration des immigrés sur le marché du travail

On peut classer les déterminants de l'intégration des immigrés sur le marché du travail en individuels (caractéristiques sociodémographiques des immigrés⁴⁴) et institutionnels (stratégies d'intégration sur le marché du travail). Parmi les pays de l'UE, existent des différences considérables dans le domaine des politiques nationales de l'immigration.

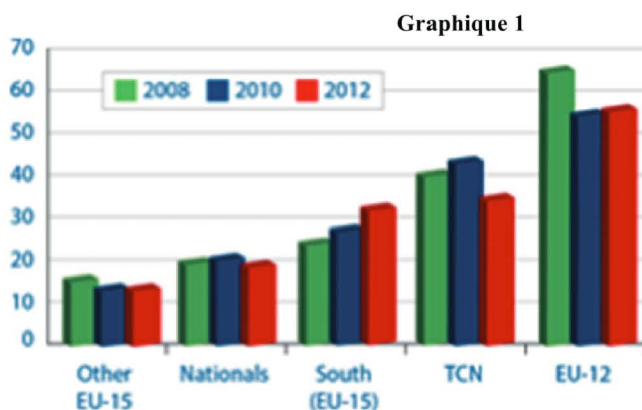
⁴³ RIEVAJOVÁ, E., KLIMKO, R. 2014. New challenges of the European Employment Strategy for labour markets in the European Union. In Nová ekonomika, No 1/2014, Volume VII.

⁴⁴ Nous avons les analysés dans la partie précédente.

On peut citer les politiques ayant un effet négatif sur l'intégration. Par exemple en Autriche (mais aussi en Slovaquie) certaines mesures créent une insécurité du statut de résident en cas de chômage.

Etre au chômage sur une longue durée conduit au non-renouvellement du permis de séjour, c'est-à-dire, au retour forcé dans le pays d'origine. Cette mesure exerce une grande pression sur un travailleur qui perd son emploi. Il doit trouver très rapidement un nouvel emploi et très souvent il doit accepter n'importe quel travail qu'on lui propose, même s'il est mal payé et ne correspond pas à sa formation ni à ses attentes. D'autres pays appliquent des politiques d'immigration qui favorisent l'intégration. Parmi ceux-ci on peut citer les programmes permettant aux immigrés une véritable intégration (par exemple, programmes de formation en langues). Dans ce contexte on peut mentionner le cas de la Suède. Dans ce pays, les travailleurs immigrés ont le droit d'apprendre le suédois pendant leurs heures de travail. Dans la plupart des autres pays, dont l'Italie ou l'Espagne, la formation aux langues et les systèmes visant à encourager l'intégration sociale des immigrés et leur participation à la vie de quartier sont organisés par des collectivités locales ou par des organisations non gouvernementales, parfois financées par l'Etat.

On peut constater que les stratégies d'intégration des immigrés sur le marché du travail impliquent une large palette de mesures. Ces mesures incluent, entre autre, une meilleure adéquation entre les compétences des immigrés et les emplois grâce à des procédures plus efficaces d'évaluation et de reconnaissance des qualifications acquises à l'étranger et à la mise en place de politiques actives du marché du travail.⁴⁵ Dans le contexte des procédures de reconnaissance des diplômes acquis à l'étranger, il faut rappeler que, récemment, de nombreux pays de l'UE ont adopté des mesures favorisant l'immigration de travailleurs hautement qualifiés (Carte bleue de l'UE). Or, selon les données statistiques récentes, dans tous les pays accueillant une population immigrée importante, les immigrés possédant un niveau d'études élevé ont des taux d'emploi plus faibles que leurs homologues autochtones.⁴⁶ En outre, environ 35% de la population de l'UE ayant reçu une éducation tertiaire sont employés dans des professions peu ou moyennement qualifiées. Ce pourcentage avoisine les 50% en 2012 pour les ressortissants d'Europe centrale et orientale. Ce phénomène représente une perte pour les travailleurs mobiles eux mêmes et pour les pays de destination et d'origine.



Source: Eurostat

Cela conduit à penser que les immigrés peuvent rencontrer des difficultés pour faire valoir pleinement leurs diplômes sur le marché du travail du pays d'accueil. Autrement dit, les

⁴⁵ Perspectives des migrations internationales 2013. Paris: OCDE, 2013.

⁴⁶ Trouver ses marques: Les indicateurs de l'OCDE sur l'intégration des immigrés 2012. Disponible sur <http://dx.doi.org/10.1787/9789264073432-fr>, p. 92

qualifications et l'expérience professionnelle obtenues à l'étranger sont significativement sous-valorisées sur le marché du travail. On peut expliquer cette situation en partie par le fait que les employeurs ont parfois le sentiment que les diplômes acquis dans des pays étrangers ne sont pas pleinement „équivalents“ à ceux obtenus dans le contexte national. En plus, la maîtrise de la langue du pays d'accueil est considérée comme un facteur clé si l'emploi exige un niveau de qualification élevé. Pour ces raisons, les immigrés dans la plupart des pays de l'UE sont touchés de façon disproportionnée par le phénomène de „surqualification“ – c'est-à-dire, le fait pour des personnes hautement qualifiées, d'exercer des métiers peu ou moyennement qualifiés. Dans ce contexte il faut rappeler qu'actuellement, de nombreux travailleurs autochtones se trouvent également dans une situation de „surqualification“.

Cette information est très importante pour éviter des attentes trop optimistes de la part des immigrés hautement qualifiés.

En ce qui concerne les politiques actives du marché du travail, on constate que les mesures actives du marché du travail sont généralement considérées comme un outil essentiel de l'intégration des immigrés. Toutefois, leur portée générale a été récemment limitée. Certains pays de l'UE, comme l'Espagne, la Grèce et le Portugal, en raison de la crise économique et financière mondiale, ont réduit la part de leur budget affectée aux mesures actives concernant le marché du travail ainsi qu'à d'autres mesures visant à promouvoir l'intégration des immigrés sur ce marché.

L'état actuel des immigrés en Slovaquie

Actuellement, la Slovaquie compte environ 5,5 millions d'habitants. Le nombre d'étrangers représente 62 582 personnes, dont 39 652 provenant des pays de l'UE et 22 932 des pays tiers. Malgré la crise économique et financière mondiale, on n'a pas enregistré de changements importants dans le développement de la migration. La Slovaquie observe une augmentation du nombre des immigrés lente mais systématique et régulière depuis son entrée dans l'UE. Mais en raison de la petite proportion des immigrés en relation avec le nombre de la population totale, l'impact économique de la migration est toujours considéré comme marginal.

En Slovaquie, dans le contexte de l'immigration, les Ukrainiens créent le groupe le plus important de travailleurs provenant de pays tiers, suivi par celui des Coréens du Sud (en raison de leurs IDE significatifs – KIA, Samsung). Les Vietnamiens ont perdu leur troisième place au profit des Serbes.

L'accès des travailleurs étrangers au marché du travail slovaque est étroitement lié à leur statut et leur séjour dans le pays. La durée de l'autorisation attribuée influence la volonté du migrant de s'intégrer dans la société slovaque.

L'entrée et le séjour des ressortissants de l'UE et de l'Espace économique européen sont réglés par un régime qui les met sur un pied d'égalité avec les citoyens slovaques. C'est pourquoi il est plus pertinent se concentrer sur le régime des ressortissants des pays tiers.

En Slovaquie, on connaît trois types de séjours:⁴⁷

- le séjour permanent
- le séjour temporaire
- le séjour toléré.

Le séjour permanent et le séjour temporaire sont les plus importants et donnent à ceux qui en bénéficient, la possibilité d'entrer sur le marché du travail. Le régime de séjour toléré est spécial. Il peut aller jusqu'à 180 jours maximum et ne garantit pas le droit de demander une autorisation de travail. Cette possibilité est attribuée surtout en raison du regroupement familial.

⁴⁷ La loi 48/2002 sur le séjour des étrangers

L'étranger provenant de pays tiers qui a l'intention de s'installer en Slovaquie pour des raisons liées au travail, aux études ou aux affaires, peut acquérir, sous certaines conditions prévues par la loi, une autorisation de séjour temporaire. Après l'attribution de ce type de séjour, le migrant est autorisé à demeurer sur le territoire de la République slovaque pendant une période de deux ans au maximum. L'autorisation est attribuée dans un but précis qui doit être documenté avec la demande. Le renouvellement de l'autorisation peut être fait pour une période maximale de trois ans.⁴⁸

L'autorisation permanente de séjour confère plus de stabilité. Les étrangers qui en bénéficient ont les mêmes droits et les mêmes obligations que les nationaux – emploi, assistance sociale, assistance médicale, etc. La première autorisation est attribuée pour une période maximale de cinq ans, le renouvellement peut être demandé pour une durée illimitée. Dans le contexte de sa première demande, l'intéressé doit renseigner en outre sa situation financière, l'assurance maladie en Slovaquie et le logement.

Comme nous avons déjà mentionné, les citoyens de l'UE/EEE ont un statut légal identique à celui des citoyens slovaques. Lors de l'intégration sur le marché du travail slovaque, le citoyen de l'UE doit néanmoins passer par un processus d'enregistrement.

En ce qui concerne les non ressortissants de l'UE/EEE, il existe plusieurs régimes en fonction du statut légal du demandeur. L'étranger doit passer habituellement par un processus d'autorisation grâce auquel on lui décerne l'autorisation de travail et en conséquence aussi l'autorisation de séjour temporaire en vue de l'occupation d'un emploi. L'étranger qui a déjà reçu une autorisation de séjour permanente, n'est pas tenu de demander cette autorisation de travail. En fait il entre sur le marché du travail de la même façon qu'un citoyen slovaque. En analysant l'état actuel des immigrés sur le marché du travail slovaque, il faut mentionner certaines faiblesses qui sont des obstacles du point de vue des étrangers.

Le premier cas est celui où l'immigré souhaite quitter son travail pour en trouver un autre. En cas de fin de contrat ou de changement d'emploi, l'employeur est obligé, dans un délai de sept jours, d'en informer l'Office du travail qui doit informer la police que l'autorisation a été retirée pour cette raison. La fin de l'emploi a alors pour conséquence la suspension de l'autorisation de séjour de l'immigré.

Il est obligé de quitter le pays dans les trente jours, de rentrer dans son pays d'origine et de demander une nouvelle autorisation de séjour temporaire.

Deuxièmement, en cas de licenciement, l'autorisation de travail de l'immigré est automatiquement annulée. Le migrant sans emploi doit quitter la Slovaquie et demander une nouvelle autorisation de séjour hors du pays.

Troisièmement, le taux de chômage élevé en Slovaquie représente la cause principale de la position défavorable de l'emploi des immigrés. Selon les recommandations de l'OCDE, en Slovaquie il faut accroître le niveau des dépenses consacrées aux politiques actives du marché du travail et leur efficacité.⁴⁹

Or, les dépenses affectées aux politiques actives du marché du travail sont parmi les plus faibles de l'OCDE. Une fraction relativement importante des ressources affectées aux PAMT va à des chômeurs qui créent leur activité. Mais l'efficacité de ces mesures semble incertaine.

Les mesures d'incitation à l'emploi devraient être développées car il est connu qu'elles sont efficaces – en particulier les subventions salariales – pour stimuler l'emploi.⁵⁰ Elles seraient plus efficaces que les mesures de travaux d'intérêt général qui sont actuellement la principale

⁴⁸ BARGEROVÁ, Z. 2008. Integrácia migrantov v Slovenskej republike. Bratislava, IOM 2008.

⁴⁹ Etudes économiques de l'OCDE. République slovaque. Paris. Décembre 2012, p. 29.

⁵⁰ Kluve, J. 2010. The effectiveness of European active labour market programs. In Labour Economics, Volume 17, Issue 6.

politique destinée aux chômeurs de longue durée. Ces mesures apportent un revenu supplémentaire aux chômeurs et des habitudes de travail, mais n'améliorent pas leur employabilité.⁵¹

Conclusion

Les données statistiques montrent qu'il existe des différences considérables dans le domaine des politiques d'intégration des immigrés sur le marché du travail. Chaque Etat européen doit prendre en considération ses conditions particulières.

En ce qui concerne la Slovaquie, on peut constater la position défavorable des immigrés en comparaison avec les autres pays de l'UE, notamment occidentaux. Cette situation est due à trois facteurs principaux: le taux de chômage élevé, la régulation de l'admission et de l'emploi des immigrés très stricte et aussi par le fait que, dans le cadre du système législatif slovaque, les immigrés sont perçus comme une menace plus qu'un groupe vulnérable qui nécessite une protection additionnelle.

Bibliographie

- Bargerová, Z. 2008. *Integrácia migrantov v Slovenskej republike*. Bratislava: IOM, 2008.
- Card, D. et al. 2009. *Active labour market policy Evaluations: a Meta-analysis*. IZA Discussion Papers, No 4002.
- Etudes économiques de l'OCDE. République slovaque*. Paris: OCDE, décembre 2012.
- Eurostat 2013. *Communiqué de presse 88/2013- 7 juin 2013*. Disponible sur <http://www.ec.europa.eu/eurostat>
- Harvan, P. 2010. *Hodnotenie efektívnosti a účinnosti výdavkov na aktívne politiky trhu práce na Slovensku*. Bratislava: Economic Analysis, No 20, Financial Policy Institute.
- Kita, J., Daňo, F., Kitová, D., Kita, P. 2009. La valeur de l'offre pour une meilleure maîtrise de la relation durable client fournisseur sur le marché industriel des entreprises slovaques. In: *Les défis du développement durable: politiques industrielles et commerciales dans l'Union Européenne*. Bratislava: Ekonóm, 2009. ISBN 978-80-225-2801-6.
- KLUVE, J. 2010. The effectiveness of European active labour market programs. In *Labour Economics* Vol. 17, Issue 6.
- La loi 48/2002 sur le séjour des étrangers.
- Perspectives des migrations internationales*. 2013. Paris: OCDE, 2013.
- Irievajová, E., Klimko, R. 2014. *New challenges of the European Employment Strategy for labour markets in the European Union*. In *Nová ekonomika* Vol VII, No 1.
- Trouver ses marques: Les indicateurs de l'OCDE sur l'intégration des immigrés 2012*. Disponible sur <http://dx.doi.org/10.1787/9789264073432-fr>

Résumé

L'intégration des immigrés sur le marché du travail est une question importante pour tous les pays d'immigration. Une participation active au marché du travail est indispensable pour assurer la cohésion sociale et pour que la population des pays d'accueil accepte plus d'immigrés. Les données statistiques montrent que, dans tous les pays de l'Union européenne, existent des différences sur le marché du travail entre les nationaux et les étrangers. Les stratégies d'intégration sur le marché du travail (parmi lesquelles la mise en place de politiques actives du marché du travail jouent un rôle primordial) peuvent aider à garantir l'égalité des chances pour tous.

⁵¹ Card, D. et al., 2009. *Active labour market policy Evaluations: a Meta-analysis*, IZA Discussion Papers, No 4002; et Harvan, P. 2010. *Hodnotenie efektívnosti a účinnosti výdavkov na aktívne politiky trhu práce na Slovensku*. In *Economic Analysis*, No 20. Financial Policy Institute.